

STRATÉGIE DE PLAIDOYER INAI

DOCUMENT DE SYNTHÈSE



Novembre
2020

Novembre 2020

Ce document a été réalisé avec l'appui de Democracy Reporting International dans le cadre de son projet « JEDI » financé par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

**DEMOCRACY
REPORTING
INTERNATIONAL**



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands

Table des matières

| | | |
|-------------|--|----|
| I. | INTRODUCTION | 3 |
| II. | Analyses contextuelles | 4 |
| 1. | Contexte interne..... | 4 |
| 2. | Contexte externe | 5 |
| 3. | Risques et Opportunités..... | 6 |
| 4. | Analyse des pouvoirs | 8 |
| III. | Théorie du changement | 10 |
| 1. | Les changements au niveau des acteurs clefs | 10 |
| 2. | Alliés, Neutres et bloqueurs influents | 11 |
| 3. | Les orientations stratégiques du plaidoyer | 12 |
| 4. | Intégration du genre..... | 13 |
| IV. | Cadre opérationnel du plaidoyer | 14 |
| 1. | Chaine de résultats de la stratégie de Plaidoyer | 14 |
| 2. | Activités et ressources | 15 |
| 3. | Cadre du suivi, évaluation et apprentissage..... | 17 |
| V. | Recommandations pour la mise en œuvre | 18 |
| 1. | Au niveau interne | 18 |
| 2. | Au niveau externe..... | 18 |

I. INTRODUCTION

Dans le cadre de l'appui de DRI à l'INAI, cette mission a pour but d'appuyer l'instance afin de se doter d'une stratégie de plaidoyer.

La mission s'est déroulée sous la supervision du comité de suivi de l'INAI et en coordination avec l'équipe de DRI.

La mission s'est appuyée sur un examen basé sur toutes les sources nécessaires tels que l'analyse documentaire, les entretiens, des ateliers en petits groupes, etc.

La mission a été menée avec une approche participative, favorisant l'implication des parties prenantes et l'appropriation de la stratégie par les membres de l'INAI.

La mission a permis de

- Préparer un rapport d'évaluation des besoins de l'INAI sur la base d'une analyse approfondie du cadre juridique existant du droit d'accès à l'information, des autres documents externes et internes pertinents à la mission notamment le plan stratégique et la stratégie de communication
- Elaborer la stratégie de plaidoyer répondant aux orientations préalablement validées conformément aux attentes de la mission. La stratégie de plaidoyer servira d'instrument pour délivrer les messages clés à diffuser aux décideurs ciblés (au niveau du gouvernement et du parlement) afin de fonder les bases d'une politique de plaidoyer qui corresponde aux objectifs des documents stratégiques de l'INAI ;
- Définir les mécanismes de suivi et évaluation permettant de veiller à la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer, ainsi qu'à l'atteinte des résultats définis à la lumière des attentes identifiés en matière du plan stratégique de l'instance ;
- Animer des ateliers collaboratifs aidant à la familiarisation des techniques et méthodes de plaidoyer et à l'élaboration de la stratégie et son plan d'action ;

II. Analyses contextuelles

1. Contexte interne

- L'INAI vient d'adopter son plan stratégique ainsi que sa stratégie de communication.
- Le nombre de recours auprès de l'instance augmente sensiblement depuis sa création en 2017, générant une charge grandissante pour produire les décisions, assurer le suivi et le contrôle des institutions sous tutelle et contribuer à la promotion du Droit d'accès à l'information (DAI).
- L'INAI bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers, permettant entre autres de contribuer à son équilibre financier et budgétaire.
- L'instance fait partie de la Ligue des instances indépendantes (LIPI) et y contribue activement.
- L'instance connaît un moment particulier, caractérisé essentiellement par un changement au niveau de sa présidence et de son secrétariat général, et l'annonce du renouvellement partiel de son conseil. Si le nouveau secrétaire général a déjà pris ses fonctions, l'élection du nouveau président et le renouvellement du conseil ne semble pas imminent.
- Plusieurs départs de cadres et agents de l'instance, ou intentions de départs.
- L'instance ressent des difficultés de gestion, dues essentiellement au retard enregistré dans la promulgation de décrets gouvernementaux complétant la loi organique 22-2016.

2. Contexte externe

- La Tunisie connaît des tensions qui affectent chacun des trois pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) ainsi que les relations entre ces pouvoirs, notamment le législatif et l'exécutif, ralentissant tout processus de réforme.
- L'instabilité des gouvernements en place ainsi que des alliances partisans qui les constituent.
- La crise économique que connaît le pays depuis 2011 est amplifiée par une crise sociale. La pandémie du COVID19 a apporté un nouveau lot de défis exaspérant la situation déjà tendue.
- Certaines instances et institutions constitutionnelles n'ont pas encore vu le jour (cour constitutionnelle, Instance du développement durable et des droits des générations futures) ou sont restées dans leur formes transitoires (INLUCC).
- La société civile connaît un essor grandissant depuis la révolution, notamment les associations spécialisées et techniques, avec l'appui des représentations d'organisations internationales, de partenaires techniques et de bailleurs de fonds.
- L'INAI jouit d'une image de marque positive auprès des différentes parties prenantes, y compris du grand public.

3. Risques et Opportunités

| Risque | Incidence | Probabilité H-M-F | Impact H-M-F ¹ |
|---|--|----------------------|------------------------------|
| Contexte politique changeant | Le gouvernement actuel n'est pas encore suffisamment installé, et risque de ne pas durer, en l'absence d'un fort soutien parlementaire. Le gouvernement gère la crise du COVID en plus des crises structurelles, et risque de ne pas pouvoir prioriser l'appui des instances indépendantes. | F | M |
| Des résistances au changement au sein de l'Etat | Certaines administrations sont résistantes au DAI plus que d'autres, mais en général le DI est ressenti comme une surcharge, et une atteinte au pouvoir de l'Etat. Des blocages internes peuvent survenir pour contrer des mesures donnant plus de moyens aux instances et à l'INAI. | M | M |
| Perception des citoyens sur l'inutilité des instances | Un discours public pointant le gouvernement de gaspiller les deniers publics alors que d'autres priorités plus liées au vécu des personnes semblent peu adressées. Ce discours pourrait inciter les acteurs politiques à ne pas agir en faveur des instances. | F | M |
| Un discours politique remettant en question les instances en général | Retarder toute mesure relative au renforcement des instances indépendantes et visant l'affaiblissement de leur rôle | M | H |
| Certains partis politiques et responsables exécutifs redoutant l'AI | Retarder toute mesure relative au renforcement des instances indépendantes et visant l'affaiblissement de leur rôle | M | M |
| La lenteur de la justice (TA en appel) | Décourage les utilisateurs du DAI et le grand public | H | F |
| La politisation de l'élection des membres du conseil | Lors du renouvellement, les partis entrent en concurrence pour la nomination de membres ayant des allégeances politiques | M | F |
| Utilisation abusive de l'administration de l'appel contre les décisions de l'instance | Décourage les utilisateurs du DAI et le grand public | H | F |

¹¹ Haut, Moyen, Faible

| Opportunité | Incidence | Probabilité H-M-F | Impact H-M-F² |
|--|--|------------------------------------|---|
| L'intérêt des organisations internationales pour le DAI | L'appui de l'INAI et l'influence sur le Gvt | H | M |
| Le soutien d'une société civile dynamique et spécialisée | Assurer la pression sur le gouvernement et contrebalancer le narratif détracteur | H | M |
| L'intérêt de certains médias | Avoir des espaces pour contrebalancer le discours public et politique détracteur | M | F |
| La confiance des partenaires et utilisateurs du DAI | L'appui de l'INAI et l'influence sur le Gvt | H | F |
| L'appui de partenaires techniques et financiers | L'appui de l'INAI et l'influence sur le Gvt | H | H |
| La ligue des instances | Converger les doléances et les renforcer pour le soutien des instances dont l'INAI | H | M |
| Une image de marque positive de l'instance auprès des utilisateurs | Contrebalancer le discours politique négatif | M | F |
| Un intérêt national et international pour combattre la corruption, le blanchissement d'argent et le terrorisme | Assurer la pression sur le gouvernement et contrebalancer le narratif détracteur | H | H |

²² Haut, Moyen, Faible

4. Analyse des pouvoirs

| Acteur | Détails | Influence 0-5 | Position AA-AP-N-BP-BA ³ |
|-----------------------------------|--|---------------|-------------------------------------|
| Président de la République | <p>Le PR est garant de la constitution, il a des prérogatives lui permettant de faire des propositions d'initiatives législatives, il préside certains conseils ministériels.</p> <p>Les déclarations du PR semblent aller à l'encontre des instances indépendantes en général.</p> <p>Le PR a un positionnement legaliste par rapport à la constitution et son interprétation.</p> <p>Le PR est partisan d'un changement du système politique donnant davantage de prérogatives au pouvoir exécutif et à la démocratie directe.</p> | 3 | N |
| Chef du Gouvernement | <p>Le CdG est le chef de l'administration et préside les conseils ministériels. Il est en charge de prendre les mesures stipulées dans les lois pour assurer leur mise en œuvre effective.</p> <p>Le CdG est à la tête d'un gouvernement de technocrates, avec un faible soutien partisan et est assez vulnérable.</p> <p>Le CdG prend ses fonctions suite à la démission d'un gouvernement dont le chef fait objet d'accusations de conflits d'intérêts.</p> <p>L'épidémie du COVID 19 accapare l'attention et les ressources, déjà lourdement affectées par la crise politique, économique et sociale.</p> | 5 | N |
| Gouvernement | <p>Les ministres siègent au conseil, chargé de prendre les décisions, les décrets et autres mesures exécutives. Certains ministres sont spécifiquement impliqués (finances, fonction publique, relations avec la société civile et les instances indépendantes).</p> <p>Il s'agit d'un gouvernement d'indépendants et technocrates, faisant face à des défis structurels et conjoncturels (économiques, sociaux et politiques).</p> | 4 | N |
| Parlement | <p>Le parlement a un pouvoir de contrôle du gouvernement à travers plusieurs mécanismes.</p> <p>L'ARP vote le budget de l'Etat, et certaines commissions parlementaires sont en lien direct avec le DAI.</p> <p>Le parlement est enlisé dans des tensions partisans, il est ralenti dans ses fonctions législatives.</p> | 2 2 | BP N |

³ Allié Actif, Allié Passif, Neutre, Bloqueur Passif, Bloqueur Actif.

| | | | |
|--|--|-------------|---------------|
| | <p>Certains groupes parlementaires notamment de l'opposition sont favorables.</p> <p>Certains parlementaires sont assez positifs, voire des alliés passifs et actifs.</p> | | |
| Partis politiques | <p>Dans le système politique tunisien, les partis ont une importance indéniable.</p> <p>Les tensions internes au parlement font que les priorités dépendent des rapports de force entre partis notamment de la coalition au pouvoir et l'opposition, elle-même assez divisée.</p> <p>Une large partie est positive au DAI et aux instances dans son discours, mais la pratique montre que les alliés sont généralement les partis d'opposition, malgré la divergence de leurs agendas respectifs.</p> <p>Une partie de la coalition au pouvoir pourrait être aussi positive.</p> | 2 2 2 | N AP BP |
| LIPI | <p>La ligue est une institution non gouvernementale, elle est composée des président(e)s des instances indépendantes, et bénéficient de soutien au niveau de PTFs et d'instances internationales.</p> <p>Les instances ont des revendications communes, et se soutiennent mutuellement,</p> | 3 | AP |
| Personnalités publiques | Plusieurs personnalités publiques sont alliées pour l'amélioration d'accès au DAI et au soutien des instances publiques indépendantes. | 1 | AP |
| Société civile spécialisée | Certaines associations spécialisées et influentes sont positionnées sur le DAI et l'appui aux instances, dont l'INAI (AI Bawsala, I watch, ATCP, KADEM, FTDES...) | 3 | AA |
| Société civile non spécialisée | Les associations non spécialisées sont en général positives, et bénéficient du DAI pour leur action. Une frange de la SC est cependant pressentie comme BP, notamment les associations dont la gestion est opaque ou à la limite de la légalité. | 1 | N |
| PTFs & Institutions internationales | <p>Le système UN, le FMI/WB, EU, OCDE, CE et autres acteurs sont favorables et en appui aux instances et au INAI.</p> <p>Une partie des PTFs et II sans être directement alliés actifs, sont de par leurs positionnements et intérêts des alliés passifs.</p> | 3 2 | AA AP |
| Les médias | <p>Les médias traitent les questions d'actualités, et tentent de le faire en ayant une distance neutre. La majorité serait propices à donner des espaces de débat public.</p> <p>Certains journalistes influents sont des alliés du DAI et des instances.</p> | 2 | N |
| Le Tribunal Administratif | Le TA est le recours de second degré contre les décisions de l'INAI. Le mandat de l'instance est parfois senti comme empiétant sur celui du TA. | 1 | BP |

| | | | |
|--------------------------------|--|---|----|
| | <p>Le TA est consulté pour les décrets gouvernementaux.</p> <p>Le TA connaît des défis internes dans son fonctionnement, ainsi que des tensions entre les juges et le premier président.</p> | | |
| Les utilisateurs du DAI | <p>Les associations semblent les utilisateurs privilégiés du DAI, certains particuliers et journalistes y ont aussi recours.</p> <p>Les utilisateurs ont un positionnement positif vis-à-vis de l'INAI dont les décisions sont généralement en faveur des demandeurs.</p> <p>Certains sont cependant affectés par la résistance de l'administration qui fait soit des recours au TA ou refusent d'appliquer les décisions.</p> | 1 | AP |
| Le grand public | <p>Le GP connaît peu le DAI et les défis auxquels l'INAI fait face.</p> <p>Le GP est souvent focalisé sur les allocations financières à des institutions dont il ne connaît pas ou ne voit pas l'intérêt.</p> | 1 | N |

III. Théorie du changement

1. Les changements au niveau des acteurs clefs

| Acteur | Changement(s) |
|-----------------------------------|---|
| Président de la République | Se prononcer en faveur du renforcement des instances et du respect de la constitution dans ce sens ; S'entretenir avec le CdG pour l'inciter à donner les moyens aux instances et à œuvrer pour la mise en place des institutions |
| Chef du Gouvernement | Promulguer les décrets relatifs à l'INAI et au DAI Coordonner entre les différents ministres en relation |
| Gouvernement | Ministre de la fonction publique et Ministre chargé(e) des relations avec la société civile et les instances indépendantes : proposer et supporter la promulgation des décrets au CM Ministre des finances : supporter les décrets |
| Parlement | Questionner le gouvernement (oral/écrit) sur leurs efforts pour la mise en œuvre de la loi organique et l'appui aux instances Identifier des parlementaires alliés |
| Partis politiques | Adopter un discours politique favorable au DAI et l'appui de l'instance Identifier des alliés dans les partis |
| LIPI | Converger le plaidoyer commun en faveur de l'appui des instances |
| Personnalités publiques | Renforcer un débat public pour l'amélioration d'accès au DAI et au soutien des instances publiques indépendantes et l'INAI. Identifier des champions du DAI y compris parmi les chroniqueur.e.s des médias |
| Société civile spécialisée | Assurer la veille et la pression sur le gouvernement en vue de doter l'INAI de l'appui institutionnel et financier nécessaire. Renforcer un débat public pour l'amélioration d'accès au DAI et au soutien des instances publiques indépendantes et l'INAI. |

| | |
|--|---|
| Société civile non spécialisée | Supporter les revendications de l'INAI pour se doter du cadre réglementaire et moyens nécessaires à son mandat Renforcer un débat public pour l'amélioration d'accès au DAI et au soutien des instances publiques indépendantes et l'INAI. |
| PTFs & Institutions internationales | Influencer les ministères en partenariat et le GVT en vue d'œuvrer pour le renforcement de l'INAI |
| Les médias | Favoriser un débat public pour l'amélioration d'accès au DAI et au soutien des instances publiques indépendantes et l'INAI. |
| Les utilisateurs du DAI | Contribuer à nourrir un débat public pour l'amélioration d'accès au DAI et au soutien des instances publiques indépendantes et l'INAI. |
| Le grand public | Mieux comprendre l'intérêt du DAI et son impact sur le vécu quotidien |

2. Alliés, Neutres et bloqueurs influents

Ce tableau est basé sur des hypothèses, des observations, et devra être revu systématiquement comme un document vivant.

| Cible | AA-AP | N | BP-BA |
|--|---|---|--|
| Président de la République | Rachida Neifer | Nadia Akecha | |
| Chef du Gouvernement | | -Slim Tissaoui -Oussama Khérifi -Abdessalem Abassi | |
| Gouvernement | Thouraya Jribi Moez Chakchouk Hasna Ben Sliman | Imen Houimel Mohamed Trabelsi | Ali Kooli |
| Parlement | Bloc démocrate Tahya Tounes Yassine Ayari Nabil Hajji Hichem Ajbouni Chokri Dhouibi | Ennahdha Parti destourien libre La Réforme Bloc national Al Moustakbal | Au cœur de la Tunisie Coalition de la dignité |
| Partis politiques (y compris non parlementaire) | | Jomhoury Massar AFEK PUP Nidaa Machrou3 Tounes | Takattol |
| LIPI | Toutes les instances | | |
| Personnalités publiques | Chafik Sarsar Neila Chaaben Hafidha Chekir Slim Laghmeni Saloua Hamrouni Salsabil Kelibi Ayachi Hammami | | |

| | | | |
|--|--|---|--------------|
| Société civile spécialisée | I Watch AL Bawsala ATCP Open Gov KADEM Achraf Aouadi Selim Kharrat Mouheb Garoui Leila Riahi Abdelhamid Jarmouni Charfeddine Yakoubi Amin Ghali | | |
| Société civile non spécialisée | UGTT IACE IADH LTDH FTDES ATFD | UTICA UTAP | |
| PTFs & Institutions internationales | UNESCO UNDP EUROMED droits KADEM DIGNITY DANISH Institute DRI GIZ OCDE Conseil de l'Europe Commission de Venise | Autres agences des Nations Unies OXFAM USAID AECID SDC FMI/WB | |
| Les médias (journalistes, chroniqueurs politiques) | SNJT Chaker Besbes Zied Krichen Mokhtar Khalfaoui Neji Bghouri Haythem Mekki Iyad Dahmani | Neji Zairi Habib Bouagila Hamza Balloumi Malek Bakkari Mariem BelKadhi Mohamed Boughalleb Jaouhar Ben Mbarek Mahmoud Baroudi | Lotfi Lamari |

3. Les orientations stratégiques du plaidoyer

- Mettre en avant le lien entre l'avancement du DAI comme outil politique et citoyen (en soulignant le lien avec la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, la lutte anti-terroriste...) et le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de l'INAI.
- Mobiliser un large soutien dans les rangs de la société civile, des Médias et des PTFs, et leur démontrer l'importance de soutenir les revendications de l'INAI. Un

rôle clef devrait être donné aux associations spécialisées, aux associations féministes, aux associations travaillant avec les personnes ayant un handicap, et celles travaillant sur les politiques publiques.

- Informer les acteurs politiques et les impliquer par rapport à la situation actuelle de l'instance.
- Ouvrir un dialogue politique direct avec les acteurs politiques (gouvernement, parlement).
- Construire des liens directs avec les médias et des influenceurs dans les rangs des journalistes et chroniqueurs.
- Renforcer le plaidoyer commun avec les autres instances dans le cadre de la LIPI.
- Mobiliser le soutien des PTFs notamment ceux ayant des partenariats avec le gouvernement.
- Impliquer activement le conseil et les cadres de l'instance, y compris ceux et celles qui ont déjà quitté.
- Privilégier une approche de collaboration avec les acteurs politiques, mais se préparer au cas échéant à pouvoir faire pression, en pointant les acteurs tendant à fragiliser l'instance ainsi que les autres instances.
- Solliciter un arbitrage constitutionnel du président de la république le cas échéant.
- Focaliser le dialogue sur la promulgation des décrets, et éviter tout débat portant sur l'amendement de la loi organique, la remettant à un moment ultérieur.

4. Intégration du genre

- L'INAI adoptera une communication sensible au genre dans le déploiement de sa stratégie de plaidoyer
- Les associations féministes seront intégrées dans cette stratégie, et dans le travail général de l'instance. L'INAI mettra en exergue aussi son besoin d'appui financier et en ressources humaines afin de faire du DAI un droit qui contribue dans la réalisation de l'égalité de genre, en donnant aux associations féministes et aux femmes les moyens de questionner les

politiques publiques et la performance des acteurs pour lutter contre les discriminations et combler le fossé de genre.

- La présence des femmes et des acteurs féministes seront favorisés au sein des comités ou activités de concertation et de suivi.
- L'INAI s'engagera à se doter d'un cadre pour l'intégration du genre dans son travail, y compris les systèmes d'information et de suivi, reconnaissant les faiblesses actuelles à ce niveau.
- L'INAI devra se doter de processus internes sensibles au genre, afin de s'assurer que sa mission contribue à l'empowerment des femmes siégeant dans le conseil, travaillant à l'instance, et utilisatrices du DAI

IV. Cadre opérationnel du plaidoyer

1. Chaîne de résultats de la stratégie de Plaidoyer

| Objectif général | le gouvernement promulgue les décrets nécessaires au renforcement institutionnel de l'INAI | | |
|---|---|--|---|
| Objectif Spécifique/Outcome | cibles prioritaires | Produit/ Output | Tactiques |
| les acteurs politiques contribuent au dialogue politique relatif aux revendications de l'INAI | les partis non parlementaires les organisations nationales les ministres | les acteurs politiques concernés sont informés de la situation de l'INAI les acteurs sont outillés pour contribuer au dialogue politique concernant la situation de l'INAI pour compléter son cadre institutionnel (promulgation des décrets) campagne d'information | sensibilisation production de supports (notes politiques) medias et communication |
| les alliés influenceurs sont mobilisés en faveur de l'appui des revendications de l'INAI pour compléter son cadre institutionnel (promulgation des décrets) | PTFs et bailleurs ONGs spécialisées journalistes personnalités publiques | un comité de soutien | coalition et collaboration |
| les ministres concernés saisissent le conseil ministériel pour accélérer la promulgation des décrets | fonction publique relation avec les instances | sollicitation du CDG par les ministres audiences | lobbying production de supports implication des chargés d'accès et partenaires médias |

| | | | |
|---|---|--|--|
| le chef du gouvernement supporte la promulgation des décrets | chef du gouvernement conseillers du CDG | validation des services de la législation la programmation des décrets pour un CM | lobbying direct production de supports implication des conseillers |
| le président de la République appuie les demandes de l'instance | le président les conseillers du président | audience déclaration de la présidence | lobbying direct implication des conseillers médias |
| les parlementaires appuient les demandes de l'instance | les parlementaires alliés les groupes parlementaires commission droits et libertés commission finances | activation des mécanismes parlementaires (questions orales, écrites) | sensibilisation lobbying production de supports |

2. Activités et ressources

| Produit/ Output | Activités | Ressources | Time line |
|--|---|---|-----------|
| <p>les acteurs politiques concernés sont informés de la situation de l'INAI</p> <p>les acteurs sont outillés pour contribuer au dialogue politique concernant la situation de l'INAI</p> | <ul style="list-style-type: none"> note politique sur l'impact du renforcement institutionnel de l'instance sur les travaux des parlementaires, des journalistes, des autres instances (le lien avec la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, la gouvernance...); la note devra aussi démontrer de manière précise et chiffrée les problèmes de recrutement, de traitement des recours etc... Rencontres directes avec les groupes parlementaires et partis politiques (y compris non parlementaires) <p>diffusion de la note politique et du fact-sheet sur le travail de l'instance.</p> | <p>Consultant</p> <p>interne expert</p> | |
| <p>campagne d'information media</p> | <ul style="list-style-type: none"> Réunions en Off avec les journalistes identifiés : sollicitation de journalistes pour traiter du DAI et de l'INAI (Midi Show, Maghreb, Tounes el Yawm, rendez-vous 9) participation à des émissions radio/TV conférence de presse pour le lancement du rapport annuel 2019 <p>fact-sheet sur le travail de l'instance 2019-2020</p> <p>appel à témoignages des utilisateurs du DAI (vidéos, interviews) et diffusion sur les réseaux sociaux</p> | <p>media-comm (interne)</p> <p>Interne</p> <p>expert media-comm (interne)</p> | |

| | | | |
|--|---|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> publication d'un communiqué de presse conjoint avec la LIPI | | |
| un comité de soutien | <ul style="list-style-type: none"> réunion de travail avec les bailleurs et Partenaires de l'INAI webinaires avec les juristes et associations spécialisés sur les projets de décrets en cours mise en place d'un comité de soutien à l'instance campagne de mailing | interne consultant interne | |
| sollicitation du CDG par les ministres audiences | <ul style="list-style-type: none"> rencontres avec les chargés d'accès à l'information des ministères sélectionnés réunions avec les ministres identifiés note politique sur les besoins en ressources humaines et l'impact sur le travail de l'instance | Interne Interne Consultant | |
| validation des services de la législation la programmation des décrets pour un CM | <ul style="list-style-type: none"> pétition adressée au CdG signée par les membres du conseil et l'administration (y compris les personnes parties) rencontre avec les conseillers du CDG audience avec le chef du gouvernement | interne interne Interne | |
| audience déclaration de la présidence | <ul style="list-style-type: none"> rencontre avec les conseillers de la présidence audience avec le président de la République point de presse | interne interne expert media comm (interne) | |
| activation des mécanismes parlementaires (questions orales, écrites) | <ul style="list-style-type: none"> rencontres avec les chefs de groupes parlementaires envoi de cartes postales avec des messages de soutien à l'INAI rencontres avec des parlementaires sélectionnés journée en partenariat avec l'académie parlementaire | interne | |

RQ :

- les activités ici proposées sont « un menu » ou shopping list, qui devra être traduit en plan d'action détaillé, daté et chiffré ; la mise en oeuvre devra se faire de manière « agile » et non linéaire, selon l'évolution et en collaboration avec le comité de suivi.

Idéalement, le time line devra s'établir sur un maximum de 3 Mois

- Les actions en lien avec le président de la république et le parlement pourront être avancés ou retardés, voire même changées, sur la base de la réactivité du CdG.

3. Cadre du suivi, évaluation et apprentissage

| Objectif Spécifique/Outcome | Produit/ Output | KPIs | Moyen de vérification |
|--|---|---|--|
| les acteurs politiques contribuent au dialogue politique relatif aux revendications de l'INAI | les acteurs politiques concernés sont informés de la situation de l'INAI les acteurs sont outillés pour contribuer au dialogue politique concernant la situation de l'INAI campagne d'information | N° d'acteurs alliés les acteurs utilise les éléments de langage de l'INAI retombées médiatiques | comptes rendus des rencontres veille médiatique |
| les alliés influenceurs sont mobilisés en faveur de l'appui des revendications de l'INAI | un comité de soutien | les assos spécialisées et les PTFs acceptent de faire partie du comité des assos féministes et représentant des groupes vulnérables sont représentées | PV de réunions |
| les ministres concernés saisissent le conseil ministériel pour accélérer la promulgation des décrets | sollicitation du CDG par les ministres audiences | les 2 ministres sont positifs 3 ministères sont alliés | les rencontres directes |
| le chef du gouvernement supporte la promulgation des décrets | validation des services de la législation la programmation des décrets pour un CM | l'audience est accordée | courrier |
| le président de la République appuie les demandes de l'instance | audience déclaration de la présidence | l'audience est accordée déclaration positive | courrier médias |

| | | | |
|--|--|---|--------------------------|
| les parlementaires appuient les demandes de l'instance | activation des mécanismes parlementaires (questions orales, écrites) | N° de parlementaires alliés déclarations positives | comptes rendus médias |
|--|--|---|--------------------------|

- un point de suivi devra se tenir tous les 15 jours, afin de monitorer l'avancement.
- le comité de soutien devra être impliqué activement dans le suivi
- un rapport de capitalisation pour extraire les leçons apprises, les bonnes pratiques devra être élaboré, afin d'appuyer l'INAI dans ces futurs exercices de plaidoyer.

V.Recommandations pour la mise en œuvre

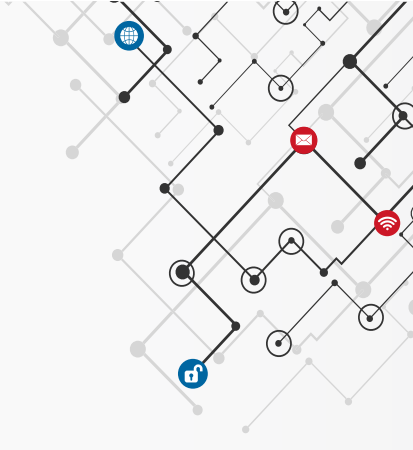
1. Au niveau interne

- Impliquer tous les membres du conseil et de l'administration dans la mise en œuvre du plaidoyer et le suivi de l'avancement.
- Favoriser l'expertise interne de l'instance pour l'élaboration des supports et la préparation des activités
- Réaliser des simulations et coacher les personnes qui assureront les rencontres directes et les apparitions médiatiques.
- Préparer des talking-points validés avec le conseil avant chaque réunion ou apparition
- S'assurer d'avoir des comptes rendus succincts et faire un debriefing après chaque réunion ou apparition
- Réagir très rapidement pour réajuster les tactiques, au vu de l'avancement, notamment si des blocages sont identifiés ou des positionnements clarifiés

2. Au niveau externe

- Assurer l'implication du comité de soutien, et la redevabilité envers ses membres, à travers une communication régulière et claire.

- Saisir les opportunités potentielles au sein des ministères avec l'appui des personnes ayant quitté l'instance (ex : affaires sociales, santé...)
- Informer les journalistes et chroniqueurs alliés de l'avancement et des différents positionnements des acteurs
- Maintenir le contact avec les conseillers des ministres, du CDG et du président, ainsi que des chefs de cabinets respectifs.
- Maintenir le contact avec les experts commissionnés par la commission de Venise en lien avec le projet de loi sur les dispositions communes aux instances.
- Recourir à la commission de Venise pour donner un avis ou communiquer sur la question au besoin.
- Mettre en avant les revendications de l'INAI dans le cadre plus large en partenariat avec la LIPI dans les rencontres, les médias et les supports produits (notes politiques).
- Ne pas hésiter à mettre en exergue la fragilisation des instances, sans accuser directement des acteurs ; échanger en Off avec les médias et journalistes afin de maintenir la pression.
- En dépit de la fragilité de la Ligue des instances, il sera important de renforcer la collaboration pour élargir les cercles de soutien.



 (+216) 70 241 990 - (+216) 70 241 996

 contact@inai.tn  (+216) 71 781 437

 8 نهج أحمد الغربي حي المهرجان المنزه 1 - 1082 تونس

